

Opinion

Agnès Bénassy-Quéré
Manon Domingues Dos Santos

Membres du Conseil d'analyse
économique

Repenser en profondeur l'agriculture française

La mobilisation des agriculteurs devrait persister malgré le plan d'aides du gouvernement de 700 millions d'euros annoncé l'été dernier pour l'élevage, la rallonge de 125 millions d'euros décidée fin janvier et l'annonce d'une baisse de 7 points des cotisations sociales. Au cœur des revendications : un relèvement des prix des producteurs pour une répartition plus équitable de la valeur ajoutée au sein de la filière et une opinion souvent relayée selon laquelle une « pause environnementale » serait indispensable à la survie du secteur.

L'ÉLABORATION DE PLANS D'URGENCE révèle l'absence de stratégie claire de lutte contre les faiblesses structurelles du secteur en France.

Pourtant, comme le montre le Conseil d'analyse économique (CAE) dans une note récente, les causes de la

contre-performance de l'agriculture française sont structurelles : un manque de coordination des filières dans l'élevage ou les fruits et légumes exposant les producteurs aux variations des cours ; des structures plus petites que chez nos concurrents dans certains secteurs ; un coût du travail plus élevé ; le manque d'innovation ; une qualification hétérogène des agriculteurs ; une stratégie de compétitivité hors prix centrée sur quelques niches et des dégâts environnementaux qui détériorent les rendements de l'agriculture elle-même.

POURTANT L'AGRICULTURE FRANÇAISE fait l'objet d'un soutien public massif : de l'ordre de 30.000 € de transferts directs par exploitation

professionnelle et par an, auxquels s'ajoutent les déductions et exonérations fiscales. Cette dépense de près de 10 milliards d'euros chaque année ne pourrait-elle pas être mieux mobilisée ? C'est en faisant de la préservation du capital naturel un axe central de la politique agricole que l'on pourra progresser en matière tant de compétitivité que de soutien aux revenus.

LES EXPLOITATIONS DE GRANDE TAILLE ne sont pas forcément les ennemies de l'environnement si elles permettent d'investir dans des infrastructures réduisant les effluents. Les technologies numériques, accessibles aux grandes exploitations, permettent de réduire les apports en eau, engrais et pesticides.

Mais différents modèles peuvent coexister. Les petites exploitations ont toute leur place en France, notamment si leur activité

« Il faut faire de la préservation
du capital naturel un axe central
de la politique agricole »

est combinée à un service environnemental, rémunéré comme tel. Par ailleurs, la recherche publique doit s'investir dans les biotechnologies afin de ne pas accumuler de retard face aux leaders européens, tout en s'assurant que cette innovation est en phase avec les régulations biologiques.

ENFIN, ON NE SAUVERA PAS l'agriculture en se focalisant sur le bio et des AOC. Si ces stratégies de niche se révèlent payantes, elles ne sont pas généralisables, les appellations étant peu lisibles hors de nos frontières. Faisons plutôt un atout de nos contrôles tatillons : la qualité sanitaire de produits français et leur traçabilité sont appréciées partout dans le monde, appuyons-nous sur cette force pour promouvoir l'exportation. ●